



Crise politique en Thaïlande : la tactique du chaos

Sophie BOISSEAU DU ROCHER

► Points clés

- Après la suspension le 1^{er} juillet de la Première ministre Paetongtarn Shinawatra, la Thaïlande entre dans une nouvelle période d'instabilité politique.
- La nomination d'un nouveau chef de l'exécutif, Anutin Charnvirakul, le 7 septembre 2025, au terme d'un compromis surprenant, illustre la résistance inventive des milieux traditionnels.
- Il a promis de nouvelles élections législatives début 2026.
- Le conflit frontalier avec le Cambodge a montré l'instrumentalisation des tensions à des fins politiques internes, ainsi que la prédominance des considérations affairistes.

Introduction

La Thaïlande a replongé à l'été 2025 dans une crise politique profonde. La suspension de la Première ministre, Paetongtarn Shinawatra, par la Cour constitutionnelle a provoqué l'implosion de la coalition au pouvoir. Cette crise ressemble pourtant aux précédentes. Une banalité répétitive qui interroge à la fois le sens des responsabilités des principaux dirigeants et qui génère au sein de la population un cynisme mâtiné de résignation.

Après plus de quinze années d'exil – choix délibéré pour éviter un procès qu'il estimait joué d'avance –, Thaksin Shinawatra (Premier ministre de 2001 à 2006) est revenu en Thaïlande le 22 août 2023, où il n'a jamais cessé d'entretenir en coulisses ses réseaux politiques. Les circonstances l'y ont incité. Le *Pheu Thai* – le parti des Shinawatra – réussit à évincer le parti réformiste *Move Forward* et prend, le jour même du retour de Thaksin, la tête d'un gouvernement pour le moins surprenant, avec Srettha Thavisin comme Premier ministre. La coalition intègre en effet – essentiellement pour les apaiser – deux partis pro-militaires¹, ceux-là mêmes qui poursuivent depuis quinze ans le clan Shinawatra : un arrangement opportuniste rendu possible par leur crainte commune du parti *Move Forward*, premier concurrent politique du *Pheu Thai* et contempteur des manigances politiciennes de l'armée.

Incarcéré à son retour pour purger des peines cumulées de huit ans pour différentes charges de corruption, Thaksin Shinawatra bénéficie d'un statut spécial au sein de la partie section médicalisée de la prison. En février 2024, il en sort sous le régime de la liberté conditionnelle.

Le 14 août 2024, Srettha est destitué par la Cour constitutionnelle pour « violation grossière des règles éthiques »². Un coup que Thaksin avait néanmoins anticipé en plaçant sa fille Paetongtarn à la tête du *Pheu Thai* en octobre 2023. Elle est désignée le 16 août cheffe du gouvernement et devient ainsi le troisième Premier ministre Shinawatra, après son père et sa tante Yingluck (2011-2014). Le lendemain, le 17 août, est publiée une grâce royale en faveur de Thaksin Shinawatra, qui réduit sa peine de huit à un an de prison : Thaksin démontre encore sa capacité d'influence sur les jeux politiques thaïlandais.

Mais la garde veillait, attendant patiemment l'erreur qui allait être fatale à la jeune femme de 38 ans, inexpérimentée. Alors que le royaume connaît un regain de tension à la frontière avec le Cambodge, Paetongtarn Shinawatra, lors d'une conversation téléphonique avec le président du Sénat (et ex-Premier ministre) du royaume voisin, Hun Sen, tombe dans le piège de ce dernier³. La conversation, enregistrée à son insu, « fuite »

1. Les partis *Palang Pracharath* et *United Thai Nation*.

2. La Cour constitutionnelle a destitué Srettha Thavisin pour avoir nommé (sous l'insistance de Thaksin) comme ministre un avocat – Pichit Chuenban – condamné en 2008 à une peine de prison de six mois.

3. Dans la conversation du 15 juin, on peut entendre Paetongtarn adopter un ton très déférent à l'égard d'Hun Sen, qu'elle appelle « mon oncle », et très critique vis-à-vis de l'armée.

sur les réseaux sociaux. Immédiatement, Paetongtarn est suspendue par la Cour constitutionnelle et un Premier ministre par intérim, Phumtham Wechayachai, est nommé. Elle sera finalement destituée le 29 août.

Les principaux partis politiques de Thaïlande

Le Parti du peuple <i>Phak Prachachon</i>	Anciennement nommé <i>Move Forward</i> , il est dirigé par Natthaphong Ruangpanyawut. C'est l'un des seuls partis politiques à être ouvertement anti-militariste.
Le Parti pour les Thaïs <i>Pheu Thai</i>	Parti de la lignée Shinawatra, il est dirigé depuis fin octobre 2025 par Julapun Amornvivat.
Le Parti de la fierté thaï <i>Bhumjaithai, BJT</i>	Dirigé par Anutin Charnvirakul, initialement du centre, il se rapproche désormais des conservateurs.
Le Parti du pouvoir de l'État du peuple <i>Palang Pracharath</i>	Parti royaliste, conservateur, nationaliste et pro-militaire, il est dirigé par Prawit Wongsuwan.
Le Parti démocrate <i>Phak Prachatipat</i>	Plus vieux parti de Thaïlande, il se situe au centre droit. Il est dirigé par Abhisit Vejjajiva.

Les négociations pour nommer un nouveau Premier ministre commencent alors. Le parti *Bhumjaithai* (le Parti de la fierté thaïe) d'Anutin Charnvirakul décide de quitter la coalition gouvernementale. Vainqueur des élections législatives de 2023, le parti *Move Forward*, reformé sous le nom de Parti du peuple (*Phak Prachachon*) après sa dissolution par la Cour constitutionnelle⁴, est sollicité et confronté à un choix cornélien : accepter le rapprochement avec un *Pheu Thai* sur le qui-vive et qui avait opportunément profité des manigances des partis conservateurs pour l'évincer en août 2023, ou bien faire alliance avec le *Bhumjaithai* avec lequel il ne partage aucune vision politique. Cette dernière option est choisie. Le ralliement est négocié en échange d'une promesse d'élections législatives dans un délai de quatre mois, ainsi que d'un travail de réflexion sur l'organisation d'un référendum sur la modification de la Constitution de 2017 rédigée par l'armée. Toutefois, le dirigeant du parti, Natthaphong Ruengpanyawut, décide de rester en dehors de la coalition nouvellement formée et de maintenir son statut de parti d'opposition, ce qui lui octroie une marge de manœuvre en cas de non-respect des conditions qu'il a posées.

4. Avatar du parti *Move Forward*, dissout huit jours avant la formation de la coalition le 7 août 2023, sous prétexte d'avoir voulu offenser la monarchie. Il dispose du plus grand nombre de députés à l'Assemblée (143).

Le contexte politique se complique. Anutin va-t-il respecter ses engagements envers le Parti du peuple ou va-t-il capitaliser sur sa notoriété et son exposition médiatique pour s'imposer ? Va-t-il chercher à s'entendre avec l'armée ? Quoi qu'il en soit, aucune des tractations en cours ne laisse envisager un changement de perspective sérieux, susceptible de sortir le pays de l'ornière dans laquelle il s'enfonce depuis une vingtaine d'années.

Été 2024 : une crise prévisible

La crise politique est la dernière d'une série dans laquelle les centres de pouvoir traditionnels, dominés par deux courants sclérosés incarnés par l'armée et les milieux conservateurs, ont cherché à garder la maîtrise des évolutions politiques. L'émergence d'une troisième force aux ambitions réformatrices clairement affichées et à la popularité confirmée par les deux derniers scrutins change la donne. Ce passage d'une bipolarisation à une tripolarisation est porteur d'autant d'opportunités que de risques.

Forces en présence sur l'échiquier politique thaïlandais

Des deux forces politiques traditionnellement en présence, on peut d'abord identifier celle qu'on pourrait qualifier de « vieille garde », dont les membres se considèrent comme les défenseurs des fondements traditionnels, les fameux piliers⁵ « nation, religion, monarchie ». Elle est composée des milieux royalistes, de représentants de l'armée, des institutions judiciaires⁶ et des milieux d'affaires autour des grands conglomérats. Un bloc hégémonique au sens gramscien du terme qui multiplie les restrictions légales pour maintenir son contrôle. À chaque fois qu'il y a eu une poussée en faveur de changements, qu'il s'agisse de réformes démocratiques ou de modifications dans l'équilibre des forces, la vieille garde a réagi et mis en place les instruments et argumentaires (souvent alambiqués) pour résister aux aspirations des populistes ou des jeunes réformistes⁷. Ses membres se sont dotés d'un instrument de poids avec la dernière constitution⁸ (2017), rédigée sous le régime de Prayuth Chan-o-cha, qui octroie un clair avantage aux forces conservatrices. Les militaires putschistes avaient en effet imposé un Sénat nommé en majorité par leurs soins et donné aux sénateurs le droit de voter pour la nomination du Premier ministre. Ce détour avait alors permis à Prayuth d'assumer le poste de chef de l'exécutif à l'issue des élections législatives de 2019 ; il a aussi été utilisé pour empêcher la nomination du chef du

5. T. Yano, « The Political Elite Cycle in Thailand », in T. Yano (dir.), *The Developing Economies*, vol. 12, n° 4, p. 311-327, 1974, disponible sur : www.ide.go.jp ; N. Jatusripitak, « Thailand's Elite Reconfiguration: Old Wine in New Bottles », *Fulcrum*, 13 septembre 2023, disponible sur : <https://fulcrum.sg>.

6. Notamment la Cour constitutionnelle établie en 1997 qui a destitué cinq Premiers ministres depuis 2008, tous liés au clan Shinawatra, et dissous 111 partis politiques.

7. P. Chambers, « Praetorian Kingdom: A History of Military Ascendancy in Thailand », Institute of Southeast Asian Studies, 2024.

8. P. Pookaman, « Thailand Junta's Constitutional Masterpiece », Centre tricontinental (CETRI), 20 juin 2018

parti *Move Forward*, Pita Limjaroenrat, en 2023, en dépit de sa victoire électorale à la chambre basse. Cette disposition constitutionnelle, qui leur a permis de garder une emprise directe sur la scène politique, a cependant été supprimée en avril 2024. Il convient par ailleurs de noter que le roi actuel, Vajiralongkorn⁹, est resté muet lors de la crise politique, probablement parce qu'en affichant sa clémence envers Thaksin il avait révélé sa vulnérabilité et sa dépendance à l'égard d'arrangements politiques¹⁰.

La deuxième grande mouvance est constituée par les forces qualifiées de « réformistes ». Le plus vieux parti de Thaïlande, le Parti démocrate, avait décidé à l'issue de la crise financière asiatique de 1997 de promouvoir des réformes politiques et économiques. Toutefois, la résistance implicite, les marchandages et les rivalités entre factions ont eu raison de son programme réformateur¹¹. Cet échec a permis en 2001 l'élection du premier parti de Thaksin Shinawatra, le *Thai Rak Thai* (TRT), fondé en 1998. Ce parti proposait des réformes pour sortir les plus vulnérables d'une pauvreté chronique et prétendait assainir les pratiques politiques. Mais, en sus d'une corruption endémique, l'hubris du Premier ministre a suscité l'inquiétude puis la colère des conservateurs, qui a conduit au coup d'État de 2006¹². Les transformations ultérieures du TRT, le *Palong Prachachon* puis le *Pheu Thai*, n'ont pas fondamentalement modifié le programme initial, fondé sur des mesures populistes comme le soutien aux agriculteurs, l'augmentation du salaire minimum ou une carte d'aide sociale aux plus défavorisés (assortie d'un portefeuille numérique de 250 euros).

Se posant en véritable opposition, le parti *Future Forward*, fondé en 2018 par un trio aux ambitions « transformatrices »¹³, a catalysé une vraie volonté de réforme politique en remettant en cause la militarisation de la vie politique en Thaïlande¹⁴ et le recours abusif à l'article 112 de la Constitution (qui fonde le crime de lèse-majesté) pour juguler les oppositions. Un premier succès aux élections de 2019 lui a permis de tester sa popularité, notamment auprès des jeunes. Dissous par la Cour constitutionnelle en 2020, sur saisine des forces conservatrices, il est transformé en *Move Forward*, arrivé en tête des élections de 2023, prouvant ainsi qu'il a su élargir sa base électorale. À nouveau dissous par la Cour constitutionnelle le 7 août, il devient le Parti du peuple deux jours plus tard. Porté par un programme analogue et par le charisme de ses représentants (Pita Limjaroenrat, Natthaphong Ruengpanyawut, Sirikanya Tansakun...), il incarne à présent une vraie possibilité de changement.

9. P. Chachavalpongpun, « Rama X: The Thai Monarchy under King Vajiralongkorn », Yale University Southeast Asia Studies, 2024.

10. P. Singh Gill, « The King who Chose his Enemy », *112watch*, 24 juin 2025, disponible sur : <https://112watch.org>.

11. P. Kongkirati, *Thailand: Contestation, Polarization, and Democratic Regression*, Cambridge, Cambridge University Press, 2024

12. K. Hewison et V. Kanchoochat, *Military, Monarchy and Repression: Assessing Thailand's authoritarian Turn*, Londres, Routledge, 2018.

13. Thanathorn Juangroongruangkit, Piyabutr Saengkanokkul et Pannika Wanich ; D. McCargo et A. Chattharakul, *Future Forward, the rise and fall of a thai political Party*, Singapour, NUS Press, 2021

14. 18 coups d'État depuis 1932 et une ingérence permanente dans les rouages du pouvoir.

De bipolarisation à tripolarisation : une possibilité d'ouverture ?

L'émergence d'un troisième pôle partisan complique les habituelles tractations de la vie politique thaïlandaise, comme le démontrent les événements de l'été 2025. En effet, ni la rhétorique utilisée de manière répétée par les milieux conservateurs – prophétiser la menace du chaos et d'une instabilité sur les trois piliers du royaume –, ni l'instrumentalisation de la Cour constitutionnelle à des fins d'épuisement des forces de l'opposition, ne semble plus suffire à stabiliser le pays et contenir l'essor des forces progressistes.

Le Parti du peuple a, quant à lui, bien pris la mesure de l'effet désastreux de ces manigances sur un électorat échaudé et plus méfiant. Le moment est propice pour le

Le moment est propice pour le Parti du peuple, qui peut tirer avantage de la tripolarisation de la vie politique.

Parti du peuple, qui peut tirer avantage de la tripolarisation de la vie politique. Contraints à la coalition par leur minorité relative à l'Assemblée, le *Bhumjaithai* et le *Pheu Thai* ont, de façon ironique, chacun courtoisé leur rival commun à l'été 2025 pour obtenir le nombre de voix nécessaire afin de nommer un Premier ministre issu de leur rang. En raison de tensions personnelles, il n'y a en effet plus d'alliance possible entre Anutin et Thaksin. Pour empêcher la nomination d'Anutin, le *Pheu Thai* est même allé jusqu'à proposer le 3 septembre une possible

dissolution de l'Assemblée, sans obtenir l'aval du Conseil privé du roi. Le Parti du peuple a saisi cette opportunité pour imposer ses conditions, acceptées sans négociation par le *Bhumjaithai*, en échange de leur soutien à la nomination d'Anutin. Qu'une entente aussi improbable puisse être envisagée témoigne de la fracturation de la politique thaïlandaise, de la prédominance des intérêts personnels et du réalisme pragmatique du Parti du peuple.

Le Parti du peuple ne s'éloigne pas de son objectif principal : retourner aux urnes pour tenter d'obtenir une majorité absolue en capitalisant sur la frustration grandissante de l'électorat thaïlandais. Les sondages lui sont favorables alors que la popularité du *Pheu Thai* chute¹⁵. Il tirerait aussi profit de la loi qui, en avril 2024, a supprimé la prérogative des sénateurs concernant la nomination du Premier ministre. Les cercles militaro-royalistes n'avaient d'autre option, à court terme, que de se retirer pour mieux organiser leur retour par la tactique du chaos.

15. Alors que Paetongtarn s'apprête à démissionner de son poste de dirigeante du *Pheu Thai*, le parti a perdu l'élection partielle du 19 octobre (province de Kanchanaburi) au profit de la candidate du *Bhumjaithai*.

L'économie en perte de vitesse

Économistes, chefs d'entreprise et citoyens ordinaires observent avec inquiétude l'instabilité politique chronique et les difficultés de leurs élites, trop occupées par leurs luttes intestines, à prendre la mesure du préjudice sur l'économie. L'absence de leadership stable complique la prise de décisions, ralentit les processus de réforme et accroît les risques de récession. Déjà en 2023, lors des tergiversations pour former un gouvernement, les marchés financiers avaient dévié, le décaissement du budget annuel avait été retardé et la perspective économique du pays avait été revue à la baisse (1,9 % de croissance en 2023 et 2,5 % en 2024), quand celle de ses voisins, notamment le Vietnam avec 7 % de croissance (2024), exerce une forte concurrence.

En 2025, les prévisions tablent sur une croissance du produit intérieur brut (PIB) entre 1,8 % et 2 %¹⁶. La dette des ménages thaïlandais s'élève à près de 90 % du PIB, l'un des taux les plus élevés d'Asie, ce qui laisse peu de marge de manœuvre aux familles pour absorber les chocs économiques¹⁷. Les inégalités salariales et la hausse du coût de la vie demeurent un problème, la volatilité haussière du baht freine la reprise des flux touristiques (qui n'ont toujours pas retrouvé leur niveau pré-Covid-19) et le théâtre politique n'aide pas à rétablir la confiance des investisseurs étrangers. La prime de risque thaïlandaise grimpe depuis 2022, ce qui signifie concrètement que les marchés craignent une fragilité structurelle qui n'est pas traitée¹⁸.

Les incertitudes rendent l'économie encore plus vulnérable aux pressions extérieures. Alors que la Thaïlande se retrouvait avec un Premier ministre par intérim, le ministère du Commerce a accueilli avec soulagement la réduction des tarifs douaniers imposés par Washington de 36 à 19 %. Mais il a fallu accorder d'importantes concessions¹⁹ aux États-Unis et accepter un système de vérification plus strict de l'origine des produits²⁰, avec une pénalité tarifaire potentielle de 40 % sur les marchandises qui s'y soustrairaient.

**Les incertitudes
rendent l'économie
encore plus vulnérable
aux pressions
extérieures.**

16. O. Sriring et T. Staporncharnchai, « World Bank Cuts Thailand's 2025 GDP Growth Outlook to 1.8% from 2.9% », Reuters, 3 juillet 2025, disponible sur : www.reuters.com.

17. D. Faulder, « Thailand's Household Debt Crisis Acts as Brake on Anemic Growth », *Nikkei Asia*, 4 novembre 2025, disponible sur : <https://asia.nikkei.com>.

18. Notamment à propos d'une force de travail vieillissante et d'une insuffisante transition technologique.

19. La Thaïlande devra réduire son excédent commercial de 70 % au cours des cinq prochaines années. Pour y parvenir, le royaume s'est engagé à supprimer les droits de douane sur plus de 10 000 produits importés des États-Unis (dont les composants automobiles de pointe et instruments médicaux) ainsi qu'à acheter du gaz naturel liquéfié et des avions Boeing.

20. Un décret exécutif stipule que les produits soupçonnés d'être réacheminés pour dissimuler leur origine pourraient être confrontés à des droits supplémentaires de 40 %. Il s'agit d'une réaction à la stratégie chinoise dite « Chine plus un » (2018), qui consistait à délocaliser une partie de la production vers les pays d'Asie du Sud-Est (pratique du « transbordement ») afin d'éviter des droits de douane élevés.

Dans ce contexte, le nouveau gouvernement d'Anutin, en partie composé de technocrates, veut prioriser les « *Big Quick Wins* » économiques pour asseoir sa légitimité en prévision des élections anticipées de début 2026. Les discussions sous la direction de Suphatee Suthumpun, nouveau ministre du Commerce, ont ainsi pour objectif de négocier, d'ici la fin 2025, les conditions d'obtention du certificat d'origine. Pour diversifier les risques commerciaux et stabiliser les entreprises, le ministère du Commerce cherche aussi à accélérer les négociations d'accords de libre-échange. Deux négociations sont en cours avec l'Union européenne et avec la Corée du Sud. Bangkok maintient son intérêt à rejoindre le Partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP) mais, en raison d'oppositions internes, suspend encore les discussions. Enfin, pour relancer l'attractivité du royaume aux yeux des investisseurs, le Conseil des investissements présentera des mesures visant à faciliter les investissements étrangers, avec une priorité à l'accélération des projets stratégiques et de grande envergure, d'une valeur supérieure à 300 milliards de bahts (7,9 milliards d'euros)²¹.

Une réputation internationale ternie

Même si la diplomatie du royaume est connue pour sa souplesse « de bambou » et son adaptabilité, force est d'admettre que son aura a pâti des désordres intérieurs, voire de son inertie. Sa capacité à jouer un rôle de leader régional – Bangkok a souvent impulsé de nouvelles dynamiques à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)²² – est aujourd'hui remise en cause.

La fuite de la conversation entre Paetongtarn Shinawatra et Hun Sen le 18 juin dernier indique la volonté de nuire et d'affaiblir le régime Shinawatra. Hun Sen continue d'évoquer une situation fragile, une reprise « possible » des combats et appelle au boycott des produits thaïlandais²³. Malgré le cessez-le-feu du 7 août et un accord de paix négocié sous la menace de rétorsions commerciales de Washington, signé sous l'égide du président Trump lors du sommet de l'ASEAN le 26 octobre, les tensions persistent entre les deux pays²⁴. Le 10 novembre, le Premier ministre a déclaré la paix « terminée », annoncé le retrait de la Thaïlande de la déclaration en quatre points et a affirmé le droit souverain de la Thaïlande d'agir de manière indépendante. En outre, il assure avoir le soutien entier de l'armée.

21. Ce nouveau mécanisme appelé *Fast Pass* accorde un statut prioritaire aux grands projets nationaux. Les bénéficiaires de ce dispositif bénéficieraient de procédures d'autorisation et de réglementation accélérées, garantissant ainsi une approbation des investissements plus fluide et rapide. « Thai Business Confidence Jumps After Seven Months on New Government Hopes », *The Nation*, 15 octobre 2025, disponible sur : www.nationthailand.com.

22. P. Jiraseth, « Thailand and Indonesia Trail ASEAN as Political Instability Stifles Growth », *The Nation*, 9 septembre 2025, disponible sur : www.nationthailand.com.

23. « Former PM Hun Sen: 99% of Cambodians Boycotting Thai Products, some go Too Far », *The Star*, 21 octobre 2025, disponible sur : www.thestar.com.my.

24. J. Loesch, « Cambodge-Thaïlande : un accord de paix en trompe-l'œil », *Lettre du Centre Asie*, Ifri, 5 novembre 2025, disponible sur : www.ifri.org.

Conclusion

Alors que la Thaïlande a constitué un modèle d'ouverture démocratique à la fin du xx^e siècle, elle reste, avec la caution du roi, prisonnière de cliques prédatrices qui empêchent toute évolution ou rééquilibrage des forces politiques. L'alternance régulière entre poussées populaires et résistance des élites fait réapparaître les blocages dès que les forces conservatrices estiment la ligne rouge franchie.

Le contexte actuel ne laisse présager d'amélioration substantielle à venir. Toutefois, la perspective des élections au printemps prochain autorise quelque espoir de voir les réformes poindre.

Sophie Boisseau du Rocher est spécialiste de l'Asie du Sud-Est. Elle a été maître de conférences à Sciences Po Paris et chercheuse associée au Centre Asie de l'Ifri de 2001 à 2024. Elle est l'autrice, avec Christian Lechervy, de *L'Asie-Pacifique. Nouveau centre du monde*, Paris, Odile Jacob, 2025.

Comment citer cette publication :

Sophie Boisseau du Rocher, « Crise politique en Thaïlande : la tactique du chaos », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 26 novembre 2025.

ISBN : 979-10-373-1136-8

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : © Peerapon Boonyakiat/SOPA Images/Shutterstock



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org

